

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



NOTES POUR UNE ALLOCUTION DU
TRÈS HONORABLE JOE CLARK,
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX
AFFAIRES EXTÉRIEURES,
AU STRATEGIC PLANNING FORUM.

LE 25 OCTOBRE 1984
OTTAWA

Comme introduction à la partie sérieuse de mes propos, j'ai choisi une observation de Sitting Bull, ce grand chef de la tribu des Sioux, qui, nul doute en réponse à une question du Toronto Star dans le cadre de sa nouvelle série d'articles sur les relations entre le Canada et les États-Unis, a dit un jour: "La viande de bison a le même goût des deux côtés de la frontière."

Cette citation reflète une facette de la réalité canadienne: nous faisons partie de ce continent. Le traitement réservé à Sitting Bull, lorsqu'il s'est réfugié de "notre côté de la frontière" en 1877 après avoir défait le général Custer, en reflète une autre. Quand ses guerriers et lui ont quitté leur asile temporaire dans notre territoire, ils ont été escortés jusqu'au 49^e parallèle par deux membres de la Police montée du Nord-Ouest. À la frontière les y attendaient des centaines de membres de la Cavalerie des États-Unis. En tant que Canadien des Prairies, j'ai été élevé dans la croyance que la différence dans la taille des forces en présence reflétait un respect différent de l'autorité au sein des sociétés qui ont suivi les Sioux. Je continue de le croire aujourd'hui, tout comme je crois plus globalement que nos deux collectivités ont su relever le défi nord-américain en appliquant des principes différents, à une allure différente.

Ce matin, je voudrais vous entretenir de l'allure du progrès et avancer l'opinion suivante: après avoir entretenu des doutes sur nous-mêmes pendant des décennies, nous, Canadiens, avons développé progressivement une confiance dans nos capacités qui nous permettra d'être des partenaires égaux dans l'évolution de ce continent.

Une bonne partie des discussions en Amérique du Nord au sujet des politiques du nouveau gouvernement ont porté sur des programmes spécifiques, sur des changements à apporter au Programme énergétique national ou à l'Agence d'examen de l'investissement étranger. Ces programmes feront effectivement l'objet de changements; nous en communiquerons les détails après le Discours du trône en novembre et une fois que nous aurons procédé aux consultations nécessaires avec les administrations et d'autres groupes canadiens concernés. Ce matin, plutôt que de spéculer sur ce que nous ferons, je voudrais discuter avec vous du pourquoi de nos actions. Je veux ouvrir un débat, non le fermer. Je veux vous faire part de certaines des hypothèses sur lesquelles je me fonde en tant que ministre senior du nouveau gouvernement et vous inviter

ainsi que d'autres Canadiens à y aller de propositions pratiques qui permettraient au Canada d'exceller - non pas seulement de survivre et encore moins de régresser - dans un monde à la fois transformé et en voie de transformation.

Permettez-moi une digression sur deux "précisions" (comme on les appelle à High River). D'abord, le PEN et FIRA. Sans vouloir voler la vedette à mes collègues, je suppose que si vous vivez dans les petites villes au voisinage du champ pétrolier de Pembina dans l'ouest de l'Alberta, vous avez tendance à mesurer le succès du Programme énergétique national moins en fonction de la publicité télévisée de Pétro-Canada qu'en fonction des pertes d'emplois dans les secteurs du forage et des services dans votre propre localité. Si vous êtes un chargé de développement à Scarborough ou à Longueuil, vous avez tendance à percevoir l'investissement étranger en termes d'emplois et non de souveraineté. Les gens du champ pétrolier de Pembina, de Longueuil ou de Scarborough peuvent avoir tort, mais le 4 septembre ils ont été plutôt catégoriques. Ils estiment que les programmes que je viens de mentionner ne conviennent pas pour des motifs canadiens. Non pas pour des motifs étrangers mais pour des motifs proprement canadiens. Ils estiment que ces programmes ne servent pas efficacement la politique canadienne. Et notre gouvernement a un mandat national - une obligation nationale, à notre avis - de changer les programmes qui n'ont pas fonctionné. Souvent, ces changements influenceront sur nos relations avec d'autres pays, mais il s'agit là d'une conséquence secondaire.

La deuxième précision a trait à cette partie du monde qui n'est pas située sur le continent nord-américain. En accordant si tôt dans notre mandat la priorité à nos relations avec notre plus important partenaire commercial, on risque de nous accuser de négliger nos autres occasions et obligations dans le monde. Nos actions montreront que cette priorité n'est ni exclusive ni excessive. Nous avons, vis-à-vis du reste du monde, du GATT, du Traité sur la non-prolifération, des marchés en Asie et en Europe et au Moyen-Orient, un engagement qui exige - et qui en fait recevra - une attention de tous les instants. L'une des fonctions que m'a confiées le Premier ministre est de veiller à ce que le Canada continue à percevoir le monde comme un entier; c'est ce que je compte faire.

J'aimerais maintenant revenir à cette confiance des Canadiens dans leurs capacités et vous décrire le monde auquel cette confiance doit se mesurer.

Si j'étais vraiment un expert de l'évolution de la réalité canadienne, je serais consultant et non ministre des Affaires extérieures. Mais j'ai été actif dans mon pays ces deux dernières décennies; j'ai occupé des postes qui m'ont obligé à regarder attentivement ce qui se passait autour de moi. Je crois que nous avons tranquillement progressé vers une maturité nouvelle en tant que nation. Nous avons été un jeune pays pendant de longues années et, quelque part entre Jean Lesage et Marc Garneau, nous avons pris plus d'assurance, en partie en raison du sentiment d'égalité qui s'est développé dans nos communautés régionales. Au Québec et, pour des raisons différentes, dans l'Ouest canadien - d'où je viens - il s'est opéré une véritable révolution de la confiance individuelle; ce phénomène ne peut manquer d'influencer les personnes originaires de ces endroits. Mais, mises à part nos communautés géographiques et culturelles, ces dernières décennies ont vu fleurir les réalisations canadiennes dans une foule de domaines - littérature, sciences, investissements, inventions, peinture, sports, etc. Même nos chefs cuisiniers excellent. À tel point que les Américains ne se sont pas encore remis du choc.

Confiance et accomplissement s'entretiennent mutuellement et j'estime que nous sommes aujourd'hui plus que jamais capables de faire notre marque. Aujourd'hui, le nationalisme canadien doit servir à favoriser notre expression personnelle, non à nous protéger.

Mais le monde est de plus en plus parsemé d'embûches: voilà le vrai défi. Il y a quelques années, au niveau des compétitions internationales de hockey, le Canada a appris qu'il ne pouvait plus tenir le succès pour acquis. C'est une leçon qu'il faut retenir dans d'autres domaines.

À vrai dire, nous ne pouvons pratiquer le sur-place dans un monde où la concurrence est de plus en plus forte. Le statu quo ne suffira pas. Ce pays s'est construit en prenant appui sur la mise en valeur de ses ressources; mais les modalités du commerce n'ont pas joué en faveur du secteur des ressources et nous avons mis du temps à nous adapter à cette situation.

Nos concurrents sont vite passés à l'action. Durant notre génération, le Japon est passé des jouets à la haute technologie via les radios, la construction navale et

la fabrication de voitures. Les États-Unis ont pour leur part évolué des industries traditionnelles du nord-est aux industries de la Vallée du silicium et du Sunbelt. Il nous faut bouger tout aussi rapidement si nous voulons maintenir le niveau de vie auquel les Canadiens se sont habitués et auquel ils s'attendent.

À mon avis, il nous faut au départ exploiter beaucoup plus à fond les occasions et les avantages que nous confère notre situation géopolitique.

Notre défi premier en politique étrangère est la gestion de notre relation avec les États-Unis. Ces derniers mois, 78 % des exportations canadiennes ont été destinées au marché américain, fournissant des emplois à trois millions de Canadiens. À elle seule, l'augmentation du volume de nos échanges avec les États-Unis l'an dernier a été supérieure à notre commerce avec le Japon. La qualité de notre air et de notre eau est, comme nous le savons tous, compromise par des émissions et des omissions qui ont leur origine de l'autre côté de la frontière. Nous sommes couverts par le parapluie de la défense des États-Unis. Anne Murray va à Nashville pour y recevoir sa récompense.

Évidemment, au fil des ans, certains Canadiens ont craint cette présence pénétrante des Américains. Pourtant, la collaboration avec les États-Unis peut produire des dividendes intéressants. Qu'on pense au développement du bras télémanipulateur Canadarm et aux retombées technologiques de ce projet. Cette collaboration a en outre contribué dans une large mesure à la sécurité de notre nation par le biais de l'OTAN et de NORAD. Elle a produit la Voie maritime du Saint-Laurent, le Traité de la rivière Skagit, et le Pacte de l'automobile.

Par une coopération plus étroite avec les États-Unis, nous pourrions mieux promouvoir la libéralisation des échanges et l'accès aux marchés dont le Canada a simplement et inévitablement besoin pour créer des emplois et assurer la prospérité au pays.

Une relation plus étroite avec les États-Unis ne signifie pas la fin de nos problèmes. Nous avons des systèmes différents et des opinions différentes, notamment - comme nous l'avons souligné clairement encore une fois - sur des questions vitales comme les pluies acides. Et nous avons aussi nos propres priorités.

Le sentiment protectionniste qui s'accroît un peu partout dans le monde constitue peut-être la plus grande menace à notre prospérité et à la reprise de notre économie.

Étant donné que plus de 70 % de nos échanges s'effectuent aujourd'hui avec les États-Unis, il nous faut accorder la priorité sur le plan commercial au maintien de notre accès au marché américain. Les chiffres sont là. Il s'est engagé un peu partout au Canada un débat vigoureux sur les façons dont nous pourrions chercher à réaliser cet objectif. Il est encourageant de constater que le secteur privé commence à nous faire part de ses propositions; j'espère que cet exemple sera suivi par un grand nombre.

Arrêtons-nous un instant à examiner notre situation actuelle. Nous venons à peine d'échapper de justesse à l'application de mesures proposées aux États-Unis en vue d'imposer de nouvelles restrictions aux importations de résineux, d'acier et de cuivre. Imaginez un peu les conséquences si les décisions prises aux États-Unis dans ces secteurs clés pour le Canada nous avaient été défavorables. Nous avons déjà 1,5 million de chômeurs. Pendant combien de temps encore pouvons-nous continuer de nous fier aux règles existantes, aux efforts diplomatiques et à l'équilibre des forces intérieures aux États-Unis pour garder ouvert l'accès dont notre économie axée sur les exportations a un besoin vital pour survivre et prospérer?

Le Canada doit pouvoir être compétitif: voilà la clé. Aucune mesure d'isolement ne saura protéger le pays qui ne peut livrer concurrence. Nous sommes au cœur d'une révolution économique et technologique à l'échelle mondiale et, si nous n'arrivons pas à nous maintenir dans le peloton de tête, nous perdrons inévitablement du terrain.

En tant que nation commerçante, le Canada se doit de promouvoir une libération des échanges. Il nous faut examiner les options, soupeser les coûts, soupeser les avantages et parvenir à un équilibre qui valorise les intérêts canadiens. Nous recherchons un système multilatéral ouvert. Il n'est pas de meilleur endroit où commencer cette recherche que dans notre propre cour, avec notre plus grand partenaire commercial.

D'importantes questions doivent être posées chemin faisant, et j'invite les Canadiens en général à nous aider à trouver les bonnes réponses. Voici d'ailleurs quelques-unes de ces questions:

- Quels sont les principaux obstacles qui se posent aux exportateurs canadiens en ce qui concerne l'accès au marché, et dans quelle

mesure ces obstacles peuvent-ils être éliminés par le biais d'un ou de plusieurs accords bilatéraux de libération du commerce avec les États-Unis?

- Quel serait l'impact de l'accès à un marché de 250 millions de personnes sur les investissements et surtout sur la création d'emplois au Canada?
- Quel serait l'effet de l'accès du Canada à d'autres marchés? Un meilleur accès au marché américain améliorerait-il notre compétitivité sur d'autres marchés, ou ajouterait-il aux complications?
- Une libération des échanges avec les États-Unis se traduirait-elle par une meilleure performance économique pour le Canada du fait du meilleur accès aux marchés et de la compétition plus grande qui en découleraient?
- Quelle mesure d'ajustement s'imposerait dans chaque secteur économique? Certains secteurs devraient-ils être exclus?
- Quel type de mécanismes institutionnels faudrait-il mettre en place avec les Américains pour gérer cette libéralisation du commerce et pour régler les différends?
- Quelles seraient les incidences sur la souveraineté canadienne? Comment ces incidences pourraient-elles être évaluées? Comment pourraient-elles être mesurées?

Si elles sont menées comme il se doit, des relations économiques plus étroites avec les États-Unis peuvent accroître notre influence sur les affaires internationales et nous donner davantage voix au chapitre à cet égard. Tant et aussi longtemps que nous serons retenus par notre économie, nous ne pourrons donner toute l'efficacité souhaitée à nos activités dans le monde et à nos politiques au pays. Une économie solide inspire le respect et permet l'initiative. On se tient à l'écoute des nations qui ont réussi.

En outre - et je crains que ce ne soit là qu'un fait que les citoyens des États-Unis et du Canada tiennent trop pour acquis - nous partageons effectivement des valeurs à la fois profondes et intenses avec les États-Unis. Nous pouvons être fiers de nos traditions communes en tant que pays du nouveau monde aux sociétés à la fois ouvertes et polyvalentes. Voilà des fondements solides et inébranlables propices à l'innovation, à la réalisation et à une coopération que d'autres voisins envieraient.

Fait tout aussi important pour le Canada, une approche coopérative qui s'appuie sur une communauté de valeurs peut fournir à notre pays des occasions exceptionnelles de faire connaître ses vues aux niveaux les plus élevés de l'Administration américaine sur les questions qui prêtent à divergences entre nous. Nous devons évidemment continuer de promouvoir énergiquement notre position au sein des diverses instances internationales; le gouvernement a d'ailleurs indiqué clairement ses intentions à ce sujet. Mais nous devrions et nous comptons faire connaître tout aussi énergiquement ces mêmes positions à notre plus proche ami et allié.

Nous voulons aborder nos relations avec les États-Unis dans une nouvelle perspective, et non au moyen d'un ensemble rigide et pré-établi de politiques spécifiques. Notre idée est simple et directe: en nous penchant sur nos problèmes économiques et en réalisant nos ambitions plus vastes, cherchons à tirer le maximum de notre contexte nord-américain.

Le Premier ministre a pris l'initiative en montrant aux Américains que le Canada veut mener avec les États-Unis une relation marquée au coin de la collaboration constructive plutôt que de l'affrontement. Le Président s'est engagé pour sa part à rencontrer le Premier ministre tous les ans.

Lors de ma réunion avec le secrétaire d'État Shultz, j'ai cherché à maintenir cet élan. Et je compte faire fond sur ces réunions et d'autres tenues déjà pour créer un dialogue bilatéral pluridimensionnel caractérisé par la confiance.

Évidemment, si nous comptons tirer le maximum des occasions que nous voyons se dégager d'une relation plus étroite, il nous faut avoir une idée claire de nos priorités et de ce que nous comptons retirer de cette relation. Nous

devons avoir une approche cohérente et un ensemble cohérent de politiques.

Voilà pourquoi je m'attache à ma responsabilité, en tant que secrétaire d'État aux Affaires extérieures, de rendre cohérentes les nombreuses facettes de la relation dont s'occupent mes collègues du Cabinet. J'ai discuté de cette nécessité de coordonner nos approches avec le secrétaire Shultz. Il faut d'abord et avant tout garder les questions en perspective, à leur juste place, et veiller à ce que les dirigeants dans l'un et l'autre pays connaissent clairement la position de l'autre. Si nous y parvenons, nous aurons alors grandement réduit les risques de mésentente et de dissipation de nos énergies. Sur des fondations sûres, nous pouvons construire.

Je vous ai donné les raisons pour lesquelles le gouvernement s'occupe de façon si active de repenser notre relation avec les États-Unis. En dernière analyse, toutefois, le succès de ces efforts dépendra non pas des initiatives que pourra mettre en oeuvre le gouvernement mais de la mesure dans laquelle les Canadiens de toutes conditions seront prêts à collaborer et à participer à cet effort.

Mes collègues et moi-même avons besoin de votre appui et de vos idées. Nous comptons sur les entreprises, les dirigeants des diverses communautés, les leaders syndicaux et les Canadiens en général pour appuyer nos efforts. Nous nous engageons pour notre part à demeurer en étroit contact avec eux.

Dans le Discours du trône, nous annoncerons les détails d'une revue globale de la politique étrangère qui permettra au public de participer au maximum à l'établissement de tous nos objectifs dans ce domaine. Nous n'avons pas l'intention de mettre en veilleuse l'exécution ou l'étoffement de la politique étrangère durant cet examen, mais nous comptons effectivement entamer un processus qui touche à l'expression des intérêts canadiens de l'ensemble de la population du pays.

Les Canadiens ont bien des raisons d'être fiers. Nous avons des choses à dire, des réalisations dont nous pouvons nous enorgueillir et des expériences dont le reste du monde voudrait entendre parler. Nous avons nos propres priorités, notre propre finalité nationale, notre propre

conception du monde et nos propres valeurs. C'est d'ailleurs là que réside la meilleure réponse pour ceux qui se préoccupent de l'avenir du Canada en tant que nation distincte sur ce continent. Notre "canadienneté" ne dépend pas de la qualité de nos barrières mais de la qualité de notre présence sur la scène mondiale. Dans cette optique, il me semble tout à fait sensé de commencer chez notre voisin.